

Article 7 -Location des manuels scolaires

	Elémentaire		Collège		Lycée	
	FCFA	€	FCFA	€	FCFA	€
Frais de location	15 000	23	30 000	46	50 000	76
Cautions	15 000	23	30 000	46	40 000	61

Les moyens de paiement sont les suivants :

- Paiement par virement auprès de la BNP France en € ou de ORABANK en FCFA.
- Paiement par chèque en FCFA.
- Paiement par carte bancaire en FCFA à la caisse de l'établissement.
- Paiement en espèces auprès de ORABANK (remettre au LFL le reçu de la banque).

CHAPITRE II : LES DROITS DE SCOLARITE

Article 8 : Les droits de scolarité comprennent :

- les droits d'admission pour la première entrée dans l'établissement.
- les frais de scolarité annuels.
- la location et la caution des manuels scolaires.
- les participations aux frais de matériels dans certaines classes ;
- les droits d'inscription aux différents examens.
- toute contribution utile au fonctionnement de l'établissement (fonds immobiliers, fonds de solidarité.....).

Article 9 : Les droits d'inscription pour la première entrée dans l'établissement, les participations aux frais de matériels dans certaines classes et les droits d'inscription aux différents examens ont un taux unique, quelle que soit la nationalité de l'élève.

Article 10 : En ce qui concerne les frais de scolarité annuels, trois catégories de tarifs sont appliquées selon que l'élève est français et/ou togolais, ou d'une autre nationalité. Dans chaque catégorie, les tarifs sont différenciés selon les cycles scolaires. Une remise est accordée à partir du troisième enfant sur les enfants les plus jeunes.

Article 11 : Le bénéfice du tarif français est subordonné à l'immatriculation de l'élève ou d'un de ses parents au Consulat de France. Le bénéfice du tarif togolais est subordonné à la justification de la nationalité de l'élève.

Article 12 : L'ensemble des droits de scolarité, à l'exception des droits d'inscription aux examens, peut être révisé annuellement par l'Assemblée Générale sur proposition du

Comité de Gestion. Les droits d'inscription aux examens sont déterminés par les centres chargés de leur organisation.

Article 13 : Les droits d'admission (frais de préinscription et frais d'inscription) sont obligatoirement versés au moment de la première inscription dans l'établissement.

Article 14 : Les frais de scolarité annuels sont payables d'avance : par annuité, trimestrialité ou mensualité.

- Les frais payables par annuité sont dus dans les dix (10) jours qui suivent la date d'émission de la première facture.
- Les frais payables par trimestrialité sont dus dans les dix (10) jours qui suivent l'émission de la facturation. La limite d'un paiement intégral de la scolarité est arrêtée au dix (10) mai de l'année en cours.
- Les frais payables par mensualité sont dus au plus tard les dix (10) de chaque mois à compter du mois d'octobre. La limite du paiement intégral de la scolarité est arrêtée au dix (10) mai de l'année en cours.

Les familles auront la faculté de choisir leur modalité de paiement, comme indiqué dans le formulaire d'inscription en ligne.

Tout trimestre commencé est dû en entier.

L'association se dote d'un règlement financier révisable par le Comité de Gestion.

Article 15 : Tout autre service payant mis en place par l'Association des Parents d'élèves du lycée, type étude du soir, cantine, etc, est payable d'avance.

Article 16 : En cas de non-paiement dans les délais prévus aux articles 13, 14, et 15, un rappel est adressé aux familles dans les cinq jours suivant l'échéance prévue. A défaut de paiement dans les dix jours suivant l'émission de ce rappel, une décision d'exclusion temporaire prise par le(a) Président(e) de l'Association est signifiée à la famille par courrier avec accusé de réception.

Le(a) Chef(fe) d'établissement en charge de son exécution, est prévenu(e) par écrit par le(a) Président(e) de l'Association des parents d'élèves.

Article 17 : Si l'élève quitte définitivement l'établissement, la délivrance de l'exeat et la remise du dossier scolaire n'est accordée que si la famille est en règle avec la comptabilité du lycée.

Article 18 : Tout élève ayant demandé son Exeat et son dossier en fin d'année scolaire qui sollicite à nouveau son admission à la rentrée suivante, est considéré comme nouveau. Il doit donc s'acquitter des droits d'inscription.